

RELATIONS GOUVERNEMENTALES

- A. [RÉCAPITULATIF](#)
- B. [APPLICABILITÉ](#)
- C. [DÉFINITIONS](#)
- D. [POLITIQUE](#)
- E. [RESPONSABILITÉS](#)
- F. [RÉFÉRENCES](#)

Annexe 1 : Définitions

Annexe 2 : Procédures et exigences

A. RÉCAPITULATIF

Le Bureau en charge des Relations gouvernementales mondiales d'United Technologies Corporation est la seule entité d'UTC habilitée à gérer les activités politiques et de plaidoyer visant le gouvernement fédéral et les gouvernements d'État et locaux des États-Unis, les gouvernements étrangers et les organisations gouvernementales internationales, de même que leurs responsables.

B. APPLICABILITÉ

United Technologies Corporation, ses unités, ses filiales, ses divisions et toutes autres entités et activités commerciales qu'elle contrôle (ci-après les « **Unités d'exploitation** »), et à tous leurs directeurs, responsables et employés du monde entier (ci-après collectivement « **UTC** »).

C. DÉFINITIONS

« **Entreprise** » se rapporte au siège d'UTC et « **Unité opérationnelle** » ou « **UO** » se rapporte aux structures suivantes : Otis Elevator Company, Pratt & Whitney, UTC Aerospace Systems, UTC Climate, Controls & Security et United Technologies Research Center. « **MPE** » signifie Manuel sur la politique d'entreprise. Les autres termes **en gras** sont définis en [Annexe 1](#).

D. POLITIQUE

1. Le Bureau en charge des Relations gouvernementales mondiales (ci-après « **GGR** ») d'UTC, conformément à l'[Annexe 2](#), a l'exclusivité de la gestion du plaidoyer pour les questions de législation, de réglementation et de politiques visant quelconque **Gouvernement** (fédéral, local ou d'un État américain, ou non américain) ou organisation gouvernementale internationale, notamment les activités de **Lobbying** et les visites des sites d'UTC effectuées par des responsables élus et des candidats à une élection politique. Tous les **Lobbyistes** doivent être sélectionnés, contrôlés, engagés, surveillés et gérés conformément au document [MPE 48D : Lobbyistes](#). Le Vice-président directeur en charge des relations gouvernementales mondiales (ci-après « **SVP GGR** ») d'UTC supervise tous les **Lobbyistes** et employés d'UTC impliqués dans ou initiant les activités suivantes.
2. Quelconque activité politique, **Contribution politique** ou contribution à des événements de soutien parrainés par des bureaux du **Gouvernement** (par exemple, commémoration d'une fête nationale) est tenue de respecter à la lettre l'[Annexe 2](#).
3. Quelconque **Cadeau d'affaires** ou **Déplacement parrainé** offert ou fourni par **UTC** ou en son nom et à un quelconque fonctionnaire ou en son nom, doit être strictement conforme aux documents [MPE 48A : Remise de cadeaux d'affaires](#)) et [MPE 48B : Parrainage des déplacements d'un tiers](#).
4. Quelconque **Don caritatif** effectué par **UTC** ou en son nom en faveur d'organisations ou d'événements parrainés par un quelconque **Fonctionnaire**, destinés à ou organisés en l'honneur de celui-ci, doit être strictement conforme au document [CPM 11 : Philanthropic Donations \(Dons philanthropiques\)](#).
5. Toutes les activités suivantes impliquent la conformité stricte aux normes énoncées dans le Code d'éthique d'UTC, lequel stipule : « UTC est tenu d'appliquer toutes les lois nationales, locales ou d'État qui régulent la participation d'UTC aux affaires politiques, notamment les restrictions imposées aux contributions aux partis politiques, aux comités politiques nationaux et aux différents candidats », et au document [MPE 4 : Conduite et éthique commerciales lors de la passation de contrats avec le gouvernement des États-Unis](#)) et [MPE 48 : Anti-corruption](#).

E. RESPONSABILITÉS

1. Le **SVP GGR**, en consultation avec le Vice-président exécutif et Conseiller général d'**UTC (EVP GC)**, est chargé d'interpréter la présente politique et de la réviser deux (2) fois par an.
2. Le Vice-président administratif d'**UTC** en charge du Contrôle de gestion (**CVP Controller**) doit intégrer des procédures de contrôle et de tests aux matrices de contrôles communes pertinentes, et le Vice-président administratif d'**UTC** en charge de l'audit interne doit régulièrement effectuer des audits (notamment des **Audits de conformité** (voir le document [MPE 34 : Programme d'éthique et de conformité mondiales](#))), afin d'évaluer la conformité à l'échelle des **Unités d'exploitation**. Dans le cadre des audits financiers annuels, le cabinet d'audit indépendant d'**UTC** doit également réviser ces contrôles et transactions afin de vérifier leur conformité.

F. RÉFÉRENCES¹

¹ [CPM 4 : Conduite et éthique commerciales lors de la passation de contrats avec le gouvernement des États-Unis](#) ; [CPM 11 : Dons caritatifs](#) ; [CPM 48 : Anti-corruption](#) ; [CPM 48A : Remise de cadeaux d'affaires](#) ; [MPE 48B : Parrainage des déplacements d'un tiers](#) ; [MPE 48D : Lobbyistes](#).

ANNEXE 1 : DÉFINITIONS

Un **Affilié** est une **Entité** :

- qui exerce un **Contrôle** sur l'**Entité** référencée ou
- sur laquelle l'**Entité** référencée exerce un **Contrôle** ou
- qui, comme l'**Entité** référencée, est sous le contrôle d'une autre **Entité**.

Les **Cadeaux d'affaires** sont définis dans le document **MPE 48A** : Remise de cadeaux d'affaires.

Le **Contrôle** est le pouvoir, de manière directe ou indirecte, de :

- voter avec plus de 50 % des titres d'une **Entité** la nomination des membres de l'organe de gouvernance de l'**Entité** ou
- diriger ou donner des instructions à la direction concernant les décisions et politiques quotidiennes d'une **Entité**, que ce soit par la possession de titres de l'entreprise donnant un droit de vote, par un contrat, ou autre.

Les **Pots-de-vin** sont définis dans le document **MPE 48 : Anti-corruption**.

Les **Entités** sont des sociétés, sociétés à responsabilité limitée, partenariats, entreprises individuelles, fiducies ou toute autre entité similaire, ou toute autre organisation, qu'elle ait un but lucratif ou non.

L'**Autorité gouvernementale chargée de l'aviation (AGA)** est l'autorité de quelconque **Gouvernement** en charge de l'aviation. Aux fins de la présente politique, une **AGA** est une **entité** détenue en tout ou en partie par un **Gouvernement** (par exemple, compagnie aérienne nationale) qui envoie des **Inspecteurs d'AGA** dans le but de conduire une **Inspection AGA** en lien avec les activités de l'**Entreprise**.

Les **Gouvernements** sont :

- tout gouvernement, qu'il soit américain ou non, au niveau national, régional, local ou municipal ;
- toute **Autorité gouvernementale chargée de l'aviation (AGA)** ;
- toute compagnie aérienne détenue ou exploitée par un gouvernement ;
- toute **Entité** agissant à titre officiel au nom d'un gouvernement ;
- toute **Entité**, société ou activité sur laquelle le gouvernement exerce un **Contrôle** ;
- tout parti politique ;
- toute organisation publique internationale (par exemple, Nations Unies, Banque mondiale, Organisation mondiale du Commerce, Organisation de l'aviation civile internationale, etc.) ou
- tout département, toute agence, toute sous-division ou tout instrument de l'un des précédents.

Un **Fonctionnaire** est un directeur, un responsable ou un employé (élu ou nommé) d'un **Gouvernement**, ou un candidat à l'un des postes susmentionnés.

Le **Lobbying** est :

- le fait de communiquer ou d'entrer en contact (oralement ou par écrit), pour **UTC** ou en son nom, avec un **Gouvernement** ou un **Fonctionnaire**, ou un **Affilié** d'une **Partie apparentée** à ces derniers, pour plaider en faveur de questions ou de programmes législatifs, réglementaires ou politiques (y compris la négociation, l'attribution ou la gestion d'un contrat, d'une subvention, d'un prêt, d'un permis ou d'une licence du **Gouvernement** fédéral américain), notamment, le fait de communiquer ou d'entrer en contact avec :
 - quelconque membre ou employé du Congrès américain ;
 - le Président, le Vice-président ou tout homme politique nommé par le pouvoir exécutif américain ;
 - des généraux ou officiers généraux de l'armée américaine ;
 - des représentants du gouvernement américain au niveau de l'État ou au niveau local, au sein de législatures ou d'agences, à propos de légalisations, de réglementations, de traités, de politiques ou de

- programmes (notamment les activités commerciales, la négociation, l'attribution ou la gestion d'un contrat, d'une subvention, d'un prêt, d'un permis ou d'une licence) ;
- toute autre activité relevant de la définition du lobbying ou d'un lobbyiste d'après les lois et réglementations américaines (fédérales, d'État ou locales) ou non américaines, et les personnes ou entreprises se livrant à ces activités sont tenus de respecter certaines obligations (par exemple, immatriculation, rapports, etc.) conformément auxdites lois et réglementations.

Plus clairement, le facteur déterminant est la nature des contacts, communications et activités entreprises, et non l'état ou l'affiliation des personnes ou des cabinets ; il sera estimé qu'un employé d'**UTC** ou un **Fournisseur** qui ne serait pas un **Lobbyiste** se livre à des activités de **Lobbying** s'il exerce l'une ou plusieurs des activités énoncées précédemment.

Un **Lobbyiste** est un **Fournisseur** existant ou potentiel, sélectionné ou embauché par **UTC** afin de réaliser des activités de **Lobbying**.

Par **Contribution politique** s'entend quelconque appui financier ou autre apporté pour ou au nom d'**UTC** (notamment via l'**UTC PAC**) à quelconque candidat à un poste **gouvernemental** (qu'il soit nommé ou élu) ou à un parti politique ou quelconque **Entité** similaire dans le but de renforcer le plaidoyer politique ou la position du candidat au poste **gouvernemental**, que ce soit aux États-Unis ou dans un autre pays.

Les **Parties apparentées** désignent, par rapport à

- une personne : un membre de la famille proche ou éloignée de ladite personne, notamment, ses parents, ses frères et sœurs, son conjoint, ses oncles et tantes et ses neveux et nièces ;
- une **Entité** : un **Affilié** de ladite **Entité**.

Les **Déplacements parrainés** sont définis dans le document [MPE 48](#) : Parrainage des déplacements d'un tiers.

Les **Tiers** désignent, par rapport à

- une personne : toute personne qui n'est pas employée par **UTC** ou un **Affilié d'UTC** ;
- une **Entité** : toute **Entité** qui n'appartient pas à **UTC** ou à un **Affilié d'UTC** (plus clairement, dans le cadre de la présente politique, les partenaires de co-entreprises de l'**Entreprise** et les **Fournisseurs**, de même que leurs **Affiliés** respectifs, sont considérés comme des **Tiers**).

UTC PAC signifie Comité des actions politiques fédérales d'**UTC**.

Un **Fournisseur** est un entrepreneur ou fournisseur **Tiers**, existant ou prospect, des biens et services à **UTC**.

ANNEXE 2 : PROCÉDURES ET EXIGENCES

A. REPRÉSENTANTS D'UNITÉ OPÉRATIONNELLE RÉSIDENT DANS LES BUREAUX DU GGR

Le **SVP GGR** supervise et coordonne les activités des représentants de l'**Entreprise** et de l'**Unité opérationnelle** basés à Washington D.C. et des autres bureaux réalisant des activités affectant les intérêts d'**UTC** en matière de législation, de réglementation ou de politique. Les représentants de l'**Unité opérationnelle** sont directement rattachés à leur superviseur au sein de l'**Unité opérationnelle**, mais ils sont également rattachés fonctionnellement au **SVP GGR**. Ce lien de subordination comprend notamment l'approbation préalable des candidats à la représentation de l'**Unité opérationnelle** par le **SVP GGR**.

B. DÉCLARATIONS SUR DES QUESTIONS POLITIQUES PUBLIQUES IMPORTANTES

Toutes les déclarations externes énonçant la position officielle d'**UTC** concernant des questions de politique publique nationales, étrangères ou internationales (par exemple, défense, environnement, énergie, politique fiscale, relations extérieures américaines, conflits internationaux, subventions du **Gouvernement**) doivent être approuvées au préalable par le **SVP GGR** (ou son délégué) et le **EVP GC** (ou son délégué). La déclaration proposée doit être soumise suffisamment à l'avance pour permettre au **GGR** et au service juridique de l'**Entreprise** de prendre en compte les intérêts des différents acteurs (notamment, **Entreprise**, **Unité opérationnelle**, actionnaires et employés) risquant d'être affectés par la question et la déclaration. Parmi ces déclarations : Le cautionnement ou l'affiliation d'**UTC** à une lettre de l'association industrielle ou l'étude d'une politique publique ; commentaires apportés à une politique publique lors d'un discours ou au cours d'une conférence industrielle ; et commentaires apportés à une politique publique dans les médias. Si le **GGR** et le service juridique de l'**Entreprise** déterminent l'existence d'intérêts contradictoires au sein d'**UTC** à propos de quelconque politique publique, les différents acteurs concernés sont tenus de s'efforcer à surmonter ces différends afin de définir une position unique pour **UTC**. Si ces intérêts contradictoires ne peuvent être conciliés, le **SVP GGR** doit en référer au directeur général d'**UTC** (ou à son délégué), lequel est alors chargé de déterminer la politique d'**UTC** concernant ladite politique publique.

C. LOBBYING ET LOBBYISTES

1. Toutes les activités de **Lobbying** (qu'elles soient entreprises par des employés d'**UTC** ou des **Lobbyistes**) doivent être coordonnées avec le **GGR** et approuvées préalablement comme suit :

LOBBYING PROPOSÉ	APPROBATION PRÉALABLE ²
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pouvoir exécutif ou législatif d'un Gouvernement américain (fédéral, local ou d'État) ▪ Agences administratives du Gouvernement fédéral américain (par exemple, Administration de l'aviation fédérale, Commission du commerce international) ▪ Gouvernements non américains ▪ Fonctionnaires (américains ou non américains, élus ou nommés) ▪ Responsables d'agences quasi-gouvernementales (par exemple, agences de développement économique) afin de négocier une assistance et des mesures économiques incitatives, ou des remises, pour UTC ▪ Associations industrielles ou commerciales assurant des activités de plaidoyer au nom d'UTC concernant des questions de politique publique nationales, étrangères ou internationales auprès de Gouvernements américains ou non américains. ▪ Organisations populaires ou efforts du grand public portant sur des questions actuelles de législation, de réglementation, de politique ou de contrats <u>ou</u> 	SVP GGR/délégué

² Les présentes obligations d'approbation ne s'appliquent pas aux contacts ou communications n'affectant pas directement le plaidoyer d'**UTC** en matière de législation, de réglementation ou de politique (par exemple, communications liés à l'exécution de contrats, de subventions ou de permis ; réponse à des assignations à comparaître du **Gouvernement** ou quelconque autre procédure juridique ; ou contacts réalisés avec les associations industrielles à propos de questions d'intérêt commun au domaine d'adhésion de l'association).

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manœuvres électorales, publicités thématiques ou tout autre type de communication ou d'appui politique similaire, qu'il soit réalisé directement ou indirectement via des organisations comme les associations commerciales, les organisations caritatives ou quelque autre entité (par exemple, organisations de type « 527 » ou « 501(c)(4) » (organisations à but non lucratif)). 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Témoignage écrit ou oral devant le Congrès américain ou tout autre organe administratif ou législatif de quelque Gouvernement (américain au niveau fédéral, local ou d'État, ou non américain) 	SVP GGR/délégué EVP GC/délégué

2. Tous les **Lobbyistes** doivent être sélectionnés, contrôlés, engagés, surveillés et gérés conformément au document [MPE 48D : Lobbyistes](#).
3. L'**Entreprise** et les **Unités opérationnelles** sont chargées de coordonner avec le **GGR** leur conformité avec le droit applicable au niveau américain (fédéral, local ou d'État) et non américain concernant leurs obligations d'enregistrement, de divulgation et de rapports, et notamment :
 - a. La Honest Leadership & Open Government Act (Loi de direction honnête et de transparence du gouvernement) de 2007, Loi publique n° 110-81 (ci-après, « HLOGA ») instaure une obligation d'enregistrement et de rapports pour toutes les personnes (notamment les employés d'**UTC** et les **Lobbyistes**) réalisant des activités de **Lobbying** auprès du **Gouvernement** fédéral américain. Les personnes consacrant moins de 20 % de leur temps à des activités de **Lobbying** ne sont pas obligées de s'enregistrer. Vous trouverez des informations supplémentaires dans les [Procédures on Lobbying Registration and Reporting](#) (Procédures d'enregistrement et de rapports sur les activités de lobbying).
 - b. L'amendement « Byrd » peut également imposer une obligation de divulgation des activités de **Lobbying** concernant un contrat, une subvention, un prêt ou un accord de coopération avec le gouvernement fédéral américain (voir [Federal Acquisition Regulation \(Régulation des achats fédéraux\), Partie 3.8](#). En outre, le **Gouvernement** fédéral américain limite fortement la possibilité pour quiconque d'entamer des discussions orales portant sur les candidatures concurrentes en cours à propos d'une assistance fédérale (par exemple, attribution de contrats ou de subventions), conformément à l'American Recovery and Reinvestment Act (Plan de redressement et de réinvestissement américain, ci-après le « Plan de redressement ») de 2009.
 - c. Le **Lobbying** et les obligations d'enregistrement et de rapports qui en découlent au niveau local ou de l'État américain dépendent de la juridiction. Il convient de consulter le **SVP GGR** ou son délégué avant d'entamer des activités de **Lobbying** ou d'engager les services d'un **Lobbyiste** dans le but de réaliser des activités de plaidoyer au niveau local ou de l'État américain.
4. L'**Entreprise** et chaque **Unité opérationnelle** doivent soumettre au moins un rapport par an au **GGR** (contenu et format déterminés par le **GGR**) sur toutes les activités de **Lobbying** (entreprises par les employés d'**UTC** ou des **Lobbyistes**) au cours des douze (12) derniers mois. Les **Unités d'exploitation** récemment acquises par **UTC** doivent fournir ces informations dans les six (6) mois suivant l'acquisition.

D. VISITE DES SITES D'UTC PAR DES CANDIDATS À UNE ÉLECTION POLITIQUE ET DES ÉLUS

1. Les actions réalisées dans les locaux d'**UTC** par des candidats politiques dans le cadre de leur campagne sont fortement régulées par le droit américain et non américain, et elles sont fortement découragées (par exemple, si un candidat à un poste particulier, ou le candidat à la réélection, intervient sur un site d'**UTC** dans le cadre de sa campagne, tous les candidats au même poste doivent pouvoir en faire autant s'ils le désirent). Par actions de campagne électorale s'entendent notamment la distribution de tracts, la sollicitation de soutiens financiers ou de déclarations de soutien par les responsables publics ou les représentants d'**UTC**. Le **SVP GGR** ou son délégué et le service juridique de l'entreprise doivent approuver quelque visite d'un site d'**UTC** réalisée dans le cadre d'une campagne électorale.
2. Les responsables élus et ceux préparant leur réélection ou leur élection à un autre poste peuvent visiter les sites d'**UTC** en leur qualité d'élu et dans le cadre de leur mandat afin d'aborder des questions concernant **UTC**, dans la mesure où ils respectent les restrictions suivantes :

- Toutes les visites doivent être coordonnées au préalable par le **GGR**. Les employés du **GGR** mettront tout en œuvre et, si nécessaire, participeront aux événements, afin d'appuyer les visites officielles des sites d'UTC.
- Dans les soixante (60) jours qui précèdent une élection, les visites de candidats à la réélection sont interdites. Il est possible, dans certains cas très rares, de déroger à cette interdiction, sous réserve de l'approbation préalable du **SVP GGR** et du service juridique de l'**Entreprise** et
- Il convient d'appliquer les régulations du site en matière d'accès, de sécurité, de prise de photographies, etc.

E. ACTIVITÉS POLITIQUES DE L'ENTREPRISE

1. **UTC** et ses employés ont un intérêt légitime à participer à des débats sur les politiques publiques. Les initiatives d'**UTC** en matière de relations gouvernementales visent à éduquer et informer les fonctionnaires et le public sur une large palette de questions publiques importantes pour ses activités. Ces initiatives doivent aller dans le sens des intérêts des acteurs d'**UTC** et ne pas servir uniquement les motivations personnelles des différents directeurs, responsables ou employés. Typiquement, elles ne doivent pas impliquer de **Contributions politiques**.
2. Le droit américain autorise **UTC** à inviter une « catégorie restreinte » d'employés de faire (sur la base du volontariat) des contributions politiques privées à titre personnel destinées à des candidats à des postes fédéraux, à des organisations de partis politiques et fédéraux et à l'**UTC PAC**. Cette « catégorie restreinte » est définie strictement par **UTC** comme ses directeurs, responsables et employés de niveau 1 à 5 qui sont citoyens américains ou étrangers au statut de résidents permanents. Quelconque sollicitation de contributions politiques privées et son contenu nécessite l'approbation préalable du **SVP GGR** et du **EVP GC** ; cependant lesdites sollicitations de contributions politiques privées à l'**UTC PAC** nécessitent l'approbation préalable du délégué du **SVP GGR** et du service juridique de l'**Entreprise**.
3. L'**UTC PAC** ne prend pas parti. Il apporte des contributions aux candidats favorables aux intérêts commerciaux d'**UTC** et aux objectifs d'**UTC** en matière de politiques publiques, quel que soit leur parti politique, et apporte donc son soutien aux organisations politiques nationales des deux principaux partis américains. Les règlements d'**UTC PAC** fournissent des supports de base pour l'organisation et intègrent les régulations de la Commission électorale fédérale. Un comité directeur se réunit tous les mois pour étudier les candidatures et approuver les contributions. Ledit comité directeur prend en compte les facteurs suivants afin de déterminer le moment où il apportera son soutien aux candidats et le montant des contributions :
 - Les opinions du candidat (et les résultats de ses précédentes élections pour le cas des candidats à la réélection) sur les questions fondamentales pour le succès d'**UTC**.
 - La présence de sites d'**UTC** sur le district du candidat ;
 - Les comités du Congrès impliquant le législateur (pour les candidats à la réélection) et
 - L'importance du candidat et les répercussions que pourraient avoir une contribution et le soutien implicite d'**UTC** sur les résultats électoraux.

Outre ses règlements, l'**UTC PAC** est tenu d'appliquer les principes suivants :

- La participation des employés éligibles repose toujours sur la base du volontariat.
 - L'**UTC PAC** ne cherchera pas à, ni ne demandera ou attendra quelconque avantage, ou acte officiel, en retour de ses contributions adressées à des candidats.
 - Comme la loi l'exige, l'**UTC PAC** doit rendre compte de ses contributions aux élus et aux candidats, et régulièrement, il doit en faire de même pour les contributeurs de l'**UTC PAC**.
 - Les contributions à l'**UTC PAC** sont principalement destinées aux personnes candidates à une élection fédérale américaine. Il n'est possible de contribuer à des PAC de leadership, aux PAC de candidats multiples et aux PAC d'organisations et d'association qu'après étude soigneuse et délibérée.
4. **UTC** adhère à des associations commerciales afin de partager son expertise commerciale, technique et en matière de normes avec d'autres sociétés, et pour participer à l'effort public en matière d'éducation pour

les grandes questions qui préoccupent nos secteurs. **UTC** n'adhère pas auxdites associations commerciales dans un objectif politique et n'attend pas de ces associations auxquelles elle adhère qu'elles fassent des contributions politiques ou s'engagent de quelconque autre façon dans les campagnes politiques, ni ne les encourage à le faire. Notre adhésion auxdites associations commerciales se fait sous la supervision de la direction et nécessite l'approbation de cette dernière. Le Code d'éthique d'UTC, complété par les documents [MPE 3 : Conformité aux lois anti-trust](#) et [MPE 7 : Conflits d'intérêts](#), fournit des lignes directrices relatives à l'adhésion aux associations commerciales.

5. Début 2010, la Cour Suprême américaine a établi que les corporations peuvent dépenser des sommes illimitées dans ses communications adressées au grand public et plaidant expressément en faveur de l'élection ou de la défaite d'un candidat précis à une élection fédérale, dans la mesure où lesdites dépenses sont indépendantes de la campagne d'un candidat, et non coordonnées par ce dernier. Par le passé, **UTC** n'a jamais fait de dépenses de ce type et à ce jour, l'entreprise ne prévoit pas de dépenser ses fonds directement pour de telles communications. La Commission électorale fédérale, qui régule ces activités, envisage de modifier sa réglementation suite à la décision de la Cour Suprême. De même, le Congrès envisage de modifier la législation. En fonction du résultat, **UTC** envisagera de modifier son point de vue sur la question. Cependant, quelconque nouvelle politique ou pratique adoptée par **UTC** se doit d'être conforme au droit applicable, et cohérente avec le Code d'éthique d'UTC et les intérêts des actionnaires d'UTC.

F. ACTIVITÉS POLITIQUES ET OBLIGATIONS DE RAPPORTS DES DIRECTEURS, RESPONSABLES ET EMPLOYÉS

1. **UTC** encourage ses employés souhaitant, en tant qu'individus, s'engager dans des activités politiques en apportant un soutien financier ou autre à des candidats ou des partis politiques de leur choix, à participer à des activités politiques au niveau local, à voter lors des élections, à assister à des conseils ou des élections, ou à se porter candidat ou à occuper un poste public. Les individus qui s'engageraient dans de telles activités doivent le faire pendant leur temps libre et non en tant que représentants de (ou de quelconque autre façon, au nom de) **UTC**, et ne doivent pas employer les ressources d'UTC (temps de travail, e-mails, personnel administratif, etc.) afin d'exercer ou de faciliter lesdites activités.
2. Certaines juridictions, ainsi que leurs subdivisions politiques, régulent les activités politiques des entreprises et de leurs directeurs, responsables et employés faisant des affaires avec l'État ou la subdivision. Les lois dites « Payer pour jouer » interdisent souvent les contributions politiques apportées par un entrepreneur de l'État ou ses directeurs, responsables ou employés qui remplissent un ou plusieurs contrats pour l'État ou la subdivision, ou enjoignent une obligation de rapports. Si vous, ou un membre de votre famille couvert, tentez de faire une contribution politique à titre privé et en votre nom propre, dans une juridiction disposant d'une loi dite « Payer pour jouer », vous devez vous assurer que cela n'empêchera pas **UTC** de remplir des contrats dans la juridiction en question. La portée de ces réglementations varie fortement juridiction à l'autre, ce qui les rend difficile à appliquer. Vous êtes donc invité à consulter le service juridique d'UTC avant de faire quelconque contribution politique à titre privé à un candidat à un poste au niveau local ou de l'État.

G. CONTRIBUTIONS POLITIQUES

1. **UTC** n'apportera aucune **Contribution politique** aux candidats à un poste du **Gouvernement** fédéral américain, car le droit américain interdit aux entreprises d'apporter ou de proposer des contributions de cet ordre. Sauf exception, et sous réserve des approbations préalables décrites dans la présente politique, **UTC** ne fournira aucun soutien financier à un comité fédéral américain (par exemple, parti Républicain ou Démocrate) ou à un comité politique au profit direct d'un candidat à une élection fédérale américaine.
2. Le droit local ou de l'État peut différer, mais il interdit ou limite généralement la somme des **Contributions politiques** pouvant être apportées aux candidats à un poste local ou de l'État. Aussi, **UTC** a pour politique de ne pas réaliser de **Contributions politiques** de ce type (toute exception nécessitant une approbation préalable, conformément à la Section G7 ci-dessus).

3. **UTC** n'apportera aucune Contribution politique aux candidats ou candidats à la réélection de postes **gouvernementaux** non américains, car ces pratiques sont soumises à la Foreign Corrupt Practices Act (Loi américaine sur la corruption dans les transactions à l'étranger) et les lois et réglementations locales, qui interdisent souvent lesdites pratiques.
4. **UTC** peut effectuer des dépenses administratives en appui au Comité des actions politiques fédérales d'**UTC** (« **UTC PAC** ») et contribuer aux organisations de type 527 et 501(c)(4) (Sections 527 et 501(c)(4) du Code des Impôts américain (ci-après les « Organisations de type 527 et 501(c)(4) ») uniquement sous réserve d'approbation préalable, conformément à la Section G7 ci-dessus).
5. De plus, **UTC** peut donner des fonds à des organisations américaines de type 501(c) (exonérées d'impôts) désignées par des employés éligibles ayant contribué à l'**UTC PAC**. Ce programme « PAC Match » peut être révisé ou supprimé à tout moment, à la seule discrétion de l'entreprise (voir le document [MPE 11 : Dons caritatifs](#)).
6. Le droit américain régle les dons ou contributions visant à soutenir un événement ou une organisation liée de quelque façon à un membre du Congrès américain et il peut contraindre **UTC** à inclure les contributions de ce type dans ses rapports réguliers adressés au Congrès américain en matière de lobbying. Ainsi, les contributions de ce type nécessitent une approbation préalable, conformément à la Section G7 ci-dessus). Les dons caritatifs adressés à des événements ou des organisations caritatives, à l'instigation ou au nom d'un membre du Congrès, ou si un membre du Congrès préside ou y est honoré, ne sont possibles que sous réserve d'une approbation préalable conformément au document [MPE 11 : Dons caritatifs](#)).
7. Les lois régissant les activités politiques sont complexes, aussi les **Contributions politiques** doivent être soigneusement étudiées afin d'assurer leur conformité avec lesdites lois et le **Code d'éthique** d'**UTC**. Dans tous les cas, il convient de consulter le service juridique de l'**Entreprise** avant toute **Contribution politique** (notamment, quelconque engagement relatif à un soutien financier destiné à quelconque candidat à un poste **gouvernemental** au niveau local ou de l'État, ou à quelconque parti politique américain au niveau fédéral, local ou de l'État, quelconque comité ou organisation de type 527 (ou équivalente)), et il est interdit de réaliser ou de proposer quelconque **Contribution politique** au nom d'**UTC** ou de ses **Affiliés** sans l'approbation préalable du **SVP GGR** et du **EVP GC** ; cependant, ladite approbation préalable n'est pas nécessaire si ledit soutien d'**UTC** porte sur des contributions à l'**UTC PAC** dans la mesure où celles-ci sont gérées par l'**UTC PAC** conformément aux règlements et lignes directrices opérationnelles du **PAC**. En aucun cas, quelconque proposition ou apport d'une **Contribution politique** ne doit constituer un **Pot-de-vin** ou en donner l'apparence.
8. HLOGA impose des obligations de rapports en matière de contributions politiques fédérales et de tout autre paiement politique, restreint la capacité d'**UTC** à remettre des **Cadeaux d'affaires** ou **parrainer les déplacements** de membres du Congrès américain, et oblige **UTC** (et certaines personnes au sein d'**UTC**) à certifier que les employés d'**UTC** ont lu et connaissent les règlements de la Chambre des représentants et du Sénat, et n'ont ni proposé, ni remis de **Cadeaux d'affaires**, ou parrainé ou proposé de **parrainer des déplacements** en violation desdits règlements. HLOGA impose particulièrement à **UTC** de réaliser des divulgations semestrielles sur les points suivants :
 - Contributions d'**UTC** dépassant 200 USD lors des six (6) derniers mois et adressées à un candidat à une élection fédérale ou le titulaire d'un poste fédéral américain, un PAC de leadership ou au comité d'un parti politique ;
 - Contribution d'**UTC** ou de l'**UTC PAC** dépassant 200 USD lors des six (6) derniers mois et adressées à une Fondation de la Bibliothèque présidentielle ou à un comité présidentiel d'investissement et
 - Paiements de quelque somme (autres que celles devant être divulguées par le destinataire à la Commission électorale fédérale (ci-après « FEC ») par **UTC** ou l'**UTC PAC** :
 - Pour le coût d'un événement ayant pour but d'honorer ou de rendre hommage à quelconque fonctionnaire du pouvoir exécutif ou législatif ;

- À une **Entité** nommée pour un fonctionnaire du pouvoir législatif couvert ;
- À des personnes ou une **Entité** en reconnaissance d'un fonctionnaire du pouvoir législatif couvert ;
- À une **Entité** établie, financée, maintenue ou contrôlée par un fonctionnaire du pouvoir législatif couvert ;
- À une **Entité** désignée par un fonctionnaire du pouvoir législatif couvert et
- Pour couvrir les coûts d'une réunion, d'une retraite, d'une conférence ou de quelconque événement similaire organisé par, ou au nom d'un ou plusieurs fonctionnaires du pouvoir exécutif ou législatif couverts.

H. CONTRIBUTIONS EN SOUTIEN À DES ÉVÉNEMENTS PARRAINÉS PAR DES BUREAUX GOUVERNEMENTAUX

1. **UTC** peut apporter des contributions en vue de soutenir un événement parrainé par des postes internationaux d'un Département d'État américain (par exemple, consulats et ambassades), dans la mesure où lesdites contributions sont autorisées par le droit applicable, d'un montant modeste et visant à soutenir directement les événements organisés par lesdits postes internationaux, événements de nature commémorative (par exemple, fêtes nationales) et sous réserve d'approbation préalable du **SVP GGR** ou de son délégué et du **CVP GEC** ou de son délégué. Les contributions aux événements commémoratifs autres que la Fête nationale américaine sont découragées et le montant de contribution annuel cumulé d'**UTC** et des **Unités opérationnelles** ne doit pas dépasser 500 USD. Lesdites contributions dûment approuvées doivent être versées directement sur un compte bancaire ouvert par le poste international, et être accompagnées de la déclaration suivante : « United Technologies Corporation compte dans le monde entier, par le biais de ses filiales et affiliés, des clients dans le secteur de l'aérospatial commercial, de la défense et de la construction. Certains aspects des activités d'**UTC** sont régis par les régulations du Département d'État américain, notamment la délivrance de licences et d'approbations régissant l'exportation ou la réexportation de produits, logiciels, services et technologies et d'autres activités commerciales liées. Le présent don n'est assorti d'aucune condition et n'implique aucune action officielle de la part du Département d'État américain ou de ses postes internationaux. Le présent don implique également la compréhension du fait que le Département d'État américain a toute autorité d'accepter le don et de l'utiliser pour les destinations autorisées. »
2. Toutes contributions à des événements parrainés par le **Gouvernement** fédéral américain, les **Gouvernements** américains au niveau local ou d'État et les gouvernements non américains sont fortement découragées et nécessitent une approbation préalable et exceptionnelle du **SVP GGR** et du **CVP GEC**.
3. En aucun cas, quelconque proposition ou apport d'une contribution ne doit constituer un **Pot-de-vin** ou en donner l'apparence.

I. RECEVABILITÉ DES COÛTS

Les activités politiques décrites précédemment ont des effets sur la fiscalité d'**UTC** et la comptabilité relative au **Gouvernement** fédéral américain, et notamment les charges salariales des employés. Le Vice-président administratif d'**UTC** en charge des impôts remettra sur demande les déclarations de revenus. Tous les coûts directs et indirects seront révisés pour évaluer la recevabilité des coûts relatifs au **Gouvernement** fédéral américain conformément à la Section 29.29.8 du manuel financier d'**UTC**.